

RÉPUBLIQUE DU TCHAD

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

PRIMATURE

MINISTÈRE DU PÉTROLE ET DE L'ÉNERGIE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

DIRECTION GÉNÉRALE DU PÉTROLE

DIRECTION DE L'EXPLORATION, DE LA
PRODUCTION ET DU TRANSPORT

N° 0160/PR/PM/MPE/SG/DGP/DEPT/2018



Unité — — — — — Progrès

N'Djaména, le 04 AVR 2018

Le Ministre du Pétrole et de l'Énergie

A

Monsieur le Directeur Général de Regalis Petroleum Tchad Limited

-N'Djaména-

Objet : Notification de mise en demeure pour la résiliation
de l'Autorisation Exclusive de Recherche

Monsieur le Directeur Général,

En date du 03 janvier 2012, la République du Tchad et le GROUPE TCA INTERNATIONAL S.A. (GTI) ont conclu un Contrat de Partage de Production (CPP) modifié par l'Avenant 1 audit CPP signé le 21 mai 2014.

En effet, il nous a été donné de constater que votre Société n'a pas respecté ses obligations des travaux prévus au Programme Minimum de Travail et plusieurs autres engagements contractuels qui constituent des Manquements graves au Contrat de Partage de Production malgré les multiples correspondances envoyées à cet effet par le Ministère du Pétrole et de l'Énergie.

À titre de rappel, nous avons demandé avec **insistance** par lettre N° 0160/PR/PM/MPE/SG/DGP/DEPT/2018 de prendre toutes les dispositions nécessaires pour honorer les engagements ci-dessous avant le **15 février 2018** :

1. l'évaluation conjointe des travaux qui n'ont pas atteint les engagements minima relatifs à la période initiale de cinq (05) ans et le paiement à titre d'indemnité forfaitaire, de la pénalité de 50% de la valeur des travaux prévus au Programme Minimum de Travail qui n'ont pas été réalisés ;
2. le paiement des taxes superficielles de l'année 2017 et 2018 qui s'élèvent à un montant de soixante-quinze mille quatre-vingt-quatorze (75 094) Dollars US ;
3. le paiement des frais de formation de l'année 2017 et 2018 à hauteur de cinq cents mille (500 000) Dollars US ;

4. la tenue de la réunion de la Revue Annuelle 2016, 2017 et les deux réunions du Comité de Gestion de l'année 2017.

En réponse à cette lettre, c'est plutôt votre partenaire le Groupe TCA International S.A(GTI) qui a adressé une correspondance non datée et sans aucune référence par laquelle GTI nous demande une invitation lui permettant de venir nous proposer une nouvelle stratégie pour solutionner très rapidement les manquements qui lui sont reprochés. L'invitation a été envoyée en date du 08 mars 2018, mais est restée sans suite.

Compte tenu de ce qui précède, nous avons évalué selon les documents fournis par votre société, les travaux qui n'ont pas atteint les engagements minima relatifs à la période initiale de cinq (05) ans, dont la valeur s'est élevée à la somme de soixante deux million trois cent quatre vingt dix huit mille deux cents (62 398 200\$) dollars, ainsi que le paiement à titre d'indemnité forfaitaire, de la pénalité de 50% dont le montant est estimé à trente un million cent quatre vingt dix neuf mille cent dollars (31 199 100\$) comme calculé dans le tableau ci-après :

N°	Programme de Travail Minimum	Activités non réalisées	Coût (\$) par unité	Coût Total (\$)	Pénalité de 50%
1	sismique 2D (Km)	1 000	10 400\$	10 400 000\$	5 200 000\$
2	sismique 3D (Km²)	200	50 000\$	10 000 000\$	5 000 000\$
3	Forage d'exploration	1	19 957 000\$	19 957 000\$	9 978 500\$
4	Forage d'évaluation	2	11 020 600\$	22 041 200\$	11 020 600\$
TOTAL				62 398 200\$	31 199 100\$

En conséquence, et au regard des manquements successifs commis par la société Regalis Petroleum Tchad Limited et auxquels elle n'a pas remédié malgré des nombreuses relances faites par le Ministère, nous vous notifions par la présente la mise en demeure de la société Regalis Petroleum Tchad Limited pour une période de trente (30) jours.

Au cas où la société Regalis Petroleum Tchad Limited ne remédierait pas à tous ces manquements évoqués dans le délai imparti de trente (30) jours, l'État entamera la procédure de résiliation de son Autorisation Exclusive de Recherche, étant entendu que la résiliation de l'Autorisation Exclusive de Recherche entraîne de plein droit la résiliation du CCP.

Il est aussi évident qu'au regard de l'article 3.5, en cas de résiliation, la société Regalis Petroleum Tchad Limited a l'obligation de verser les sommes dues à l'État en vertu du CPP, se rapportant à la période antérieure.

Sur ce, veuillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de nos sentiments distingués.


Me BÉCHIR MADET

